

Dimensions géopolitiques de la guerre au Yémen

Sans perspectives de trêve, l'intensification de la campagne d'Arabie saoudite et un engagement plus direct de l'Iran, le Yémen risque de sombrer dans le même chaos que la Syrie et l'Irak.

Sheila Carapico

Les sept décennies de gouvernement républicain au Yémen ont été tumultueuses en raisons de facteurs endogènes et exogènes. Bien que les forces internes et le faible leadership expliquent partiellement l'instabilité politique et les pénuries économiques, depuis les années soixante, la zone sud-ouest de la péninsule Arabique s'est aussi vue secouée par des conflits régionaux et internationaux. Cet article aborde les dimensions géopolitiques du chaos qui accable actuellement le pays. Après un résumé du contexte historique, on analysera les circonstances et les conséquences de la campagne aérienne saoudienne contre son voisin appauvri, pour conclure avec les possibles scénarios à court terme.

À la moitié du XX^{ème} siècle, la révolution était mûre sur les deux Yémens : le royaume mutawakkilite du Nord et l'ensemble des colonies et protectorats britanniques du Sud. En 1962, les officiers de l'armée nationaliste ont renversé le dernier imam d'un lignage mutawakkilite zaïdite qui remontait à mil ans, en provoquant une guerre civile où le royaume d'Arabie saoudite a appuyé les monarchistes et où les troupes égyptiennes sont intervenues militairement au nom des Officiers Libres. Ironiquement, même si les officiers républicains ont fini par l'emporter, il semblait que l'Égypte avait souffert une défaite, tandis que l'Arabie saoudite a commencé à exercer une influence extraordinaire sur la République du Yémen (Yémen Nord). Pendant ce temps, dans la ville d'Aden, un important port maritime qui constituait l'unique colonie britannique en règle du Proche-Orient, et dans les deux douzaines de sultanats « protégés » par le Royaume Uni, les révolutionnaires de gauche qui ont proclamé à la fin des années soixante la naissance de la République démocratique populaire du Yémen (Yémen Sud), livraient une longue bataille anticoloniale.

Ainsi, la frontière intérieure yéménite est devenue un front de la guerre froide entre le Yémen du Sud, client de l'Union soviétique et gouverné par le Parti socialiste yéménite, et le gouvernement siégeant à Sanaa, allié indirect des États-Unis à travers sa dépendance de l'Arabie saoudite. Le Nord, en particulier, a vécu une période d'opulence indirecte pendant le « boom pétrolier » des années soixan-

te-dix et quatre-vingt, lorsque des centaines de milliers de Yéménites travaillaient en Arabie saoudite ou dans d'autres pétromonarchies du Golfe. Cependant, à la fin des années quatre-vingt, les deux pays, instables et mal gouvernés, chancelaient au bord du gouffre.

En 1989, avec la désintégration de l'Union soviétique et la chute du mur de Berlin, après 20 ans de négociations bilatérales, les leaders des deux Yémens – Ali Abdallah Saleh à Sanaa et Ali Salim al Beidh dans la ville d'Aden –, devançant la réunification allemande, ont annoncé un plan de fusion qui s'est effectivement réalisé le 22 mai 1990. Bien que de nombreux facteurs domestiques contribuaient à cette décision apparemment historique (dont la découverte de pétrole et de gaz dans la région frontalière), évidemment, elle a aussi coïncidé avec la fin de la guerre froide. Cependant, les royaumes voisins se sont trouvés mal à l'aise vis-à-vis de la création, dans leur arrière-cour, d'une république très peuplée avec une forte présence socialiste.

À peine deux mois plus tard, les forces irakiennes envahissaient le Koweït, la minuscule monarchie du Golfe, renversaient son gouvernement et déclaraient l'annexion du pays à l'Irak. La réponse internationale a été rapide, et le Conseil de sécurité de l'ONU autorisait l'utilisation de la force pour restaurer la souveraineté du Koweït. À ce moment-là, l'ambassadeur du Yémen devant l'ONU, qui avait représenté le Yémen du Sud et qui occupait un poste non-permanent au Conseil de sécurité, n'a pas appuyé la coalition contre l'Irak dirigée par les USA. En réponse, les monarchies du Golfe ont pris des mesures disciplinaires : d'un côté, elles ont suspendu les, jusqu'alors, importantes mesures de coopération (au préalable au gouvernement de Sanaa) ; de l'autre, elles ont expulsé environ 750 000 travailleurs immigrés yéménites. La perte soudaine des aides (dont la soviétique, l'irakienne et celles des pays du Golfe) et la combinaison, également nocive, des pertes des recettes des transferts de fonds des migrants et de l'essor du chômage, ont plongé cette économie récemment unifiée dans une chute en piqué dont elle ne s'est jamais remise.

Pour celles-ci et d'autres raisons, le mariage était instable depuis le début. En avril 1994, malgré les efforts de

la société civile pour négocier de nouveaux accords constitutionnels, « les deux Ali » (c'est ainsi que l'on nommait les anciens présidents) ont ordonné à leurs forces respectives d'entrer en guerre. Après moins de deux mois de combats, l'armée de Saleh, appuyée par les miliciens jihadistes antisocialistes, a vaincu ce qu'il restait de l'armée du Sud. Al Beidh et bien d'autres anciens leaders du Yémen du Sud ont fui et se sont exilés dans le Golfe. Les forces triomphantes de Saleh et leurs alliés jihadistes et salafistes, ont provoqué des ravages dans le Sud, en incendiant la brasserie d'Aden, les bureaux de l'administration publique et d'autres vestiges de la République démocratique populaire du Yémen. Les dirigeants et les hommes politiques du Nord ont alors réclamé des terres et des entreprises, et désigné leurs grands amis pour les postes publics. Ces actions ont inspiré ce que les habitants du Sud appellent l'*Hirak*, ou mouvement, qui promeut la sécession et la restauration de l'indépendance du Sud.



Un militant houthi pose à côté de la maison supposée d'un chef houthi détruite après une attaque aérienne menée par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, dans la capitale du Yémen, Sanaa. Le 29 mai 2015./MOHAMMED HUWAIS/AFP/GETTY IMAGES

La rébellion houthi

Dans les gouvernements du Nord, un ample mécontentement a aussi surgi vis-à-vis de l'administration de Saleh, de plus en plus capricieuse, frauduleuse et centralisée, au cours des années quatre-vingt-dix et au début du XXI^{ème} siècle. Le mouvement qui a émergé en 2014 et 2015 sur le devant de la scène a vu le jour d'abord comme une résistance locale aux mosquées et aux écoles salafistes soutenues par l'Arabie saoudite ; au régime ruineux de Saleh et son alliance avec les USA au cours de l'invasion d'Irak, connue sous le nom de guerre contre la terreur et aux attaques de drones américains contre des objectifs d'Al Qaida au Yémen. Les membres de ce mouvement, connus sous le nom d'houthis en honneur de leur leader assassiné, ont leur siège à Saada, une région éminemment zaïdite proche de la frontière avec l'Arabie saoudite. Début 2004, ils ont entraîné contre les forces de Saleh dans six mini-rébellions. En 2009 et 2010, les avions de combat saoudiens ont attaqué des bastions des houthis avec des armes, parmi lesquelles il y avait, présumément, des bombes à sous-munitions, pour au final ne pas parvenir à défaire une milice locale désorganisée. Ensuite, des rumeurs ont circulé selon lesquelles les houthis représentaient un mouvement appuyé par l'Iran (le zaïdisme est une branche de l'islam chiite, tandis que les Saoudiens affirment représenter l'islam « sunnite »).

En réalité, il n'y avait rien de spécifiquement zaïdite dans la plupart des exigences houthis, un fait évident puisqu'ils se sont manifestés aux côtés de jeunes laïcs à

Sanaa et à Aden, des membres des tribus et des villes de tout le pays, ou puisqu'en 2011 ils se sont identifiés avec des éléments sunnites salafistes qui demandaient la chute du régime de Saleh après 30 ans de dictature corrompue ayant soumis le pays dans une extrême pauvreté économique et écologique. Inspirés par les révoltes de Tunisie et d'Égypte, début 2011, les Yéménites se sont mobilisés à une échelle sans précédents pour exprimer leur mécontentement. Pendant toute l'année, ils ont continué à manifester pacifiquement pour demander un changement, alors même que les dissidents et les membres loyaux à l'armée guerroyaient entre eux, ou lorsque le président a été blessé, quittant le pays pour se faire soigner et revenir ensuite. Les demandes populaires n'ont été que partiellement satisfaites lorsque, dans un plan connu comme Initiative du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), Abd Rabbo Mansour Hadi, second de Saleh, a été élu président en février 2012, après des élections organisées par des organismes internationaux où il était le seul candidat. Avec ce gouvernement, Saleh a obtenu l'immunité concernant les nombreux crimes commis sous son mandat et il a continué à être le leader du parti dominant. Les exigences populaires ont aussi été satisfaites, partiellement seulement, avec l'ambigu Projet de Dialogue National, qui a commencé à être appliqué en 2013 avec la collaboration d'un conseiller de l'ONU, Jamal Benomar, le Conseil de coopération du Gol-

fe (CCG) et plusieurs « amis du Yémen » occidentaux. Pendant ce temps, l'administration Obama a poursuivi sa stratégie militaire d'attaques concrètes et « dirigées » – assassinats extrajudiciaires –, tout en répondant avec un simple baratin aux aspirations politiques légitimes des Yéménites.

L'objectif de l'Initiative CCG était d'apaiser les immenses protestations en faisant sortir Saleh du palais présidentiel sans aucun véritable changement de régime. La période de transition a dépassé les deux ans de mandats de Hadi ou la date limite pour conclure le Dialogue, dont les membres se consacraient à écouter des conférences d'experts internationaux dans le luxueux Moevenpick Hotel dans les alentours de Sanaa. Les Yéménites du Nord et du Sud ont commencé à se moquer de Benomar et de Hadi, les taxant de gardiens inutiles d'un processus inachevé. L'*Hirak* du Sud s'impatientait de plus en plus, et l'économie s'est encore plus affaiblie, condamnant des millions de personnes à la plus extrême des pauvretés. Saleh a utilisé des milliards de dollars pour obtenir des bénéfices illégitimes et conserver à sa botte plusieurs brigades pour empêcher tout progrès. Les drones de surveillance américains et les attaques occasionnelles ont continué à terroriser certaines communautés et à ôter toute légitimité au gouvernement d'Hadi. Pendant ce temps, la nouvelle Constitution proposée par l'Initiative CCG s'est montrée inacceptable pour l'*Hirak*, tout comme pour les houthis.

La Banque mondiale, qui faisait aussi partie de l'Initiative CCG, a provoqué de nouvelles protestations dirigées par les houthis en août 2014, obligeant l'inefficace gouvernement d'Hadi à suspendre les subventions au combustible, fondamentales pour l'agriculture et le transport, deux des principaux secteurs embaucheurs du pays. Les forces du gouvernement ont tiré contre les manifestants et, en un mois, les guerriers houthis ont lancé leur marche au sud de Saada, trouvant très peu de résistance sur le chemin. Il semblait que les troupes qui étaient présumément sous le commandement d'Hadi se mettaient de côté et/ou que les soldats aux ordres de Saleh, leur laissaient libre voie. En hiver, lorsque les houthis sont entrés à Sanaa, Hadi n'a pu que renoncer et fuir vers Aden, ancienne capitale du Yémen du Sud et fief de ses partisans. Les houthis, accompagnés des restes de l'armée de Saleh, ont suivi sa piste. En mars 2015, Hadi a quitté Aden en direction de Riyad. Une fois sur place, il a fait appel au gouvernement du nouveau roi saoudien et ses alliés du CCG, pour restaurer sa présidence.

Conséquences de la campagne aérienne saoudienne

Le 25 mars, une coalition dirigée par l'Arabie saoudite, qui incluait supposément le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis, le Bahreïn, la Jordanie, l'Égypte, le Soudan et le Maroc, a lancé des attaques aériennes contre Sanaa et d'autres villes yéménites, frap-

pant les rebelles houthis et les dépôts d'armes de Saleh. Les USA ont offert une aide logistique et de surveillance, ainsi que des armes. Pendant les combats, Benomar a démissionné, sous prétexte que le dialogue pour la réconciliation était sur le point de porter ses fruits lorsque la campagne aérienne a débuté. Même si cette campagne a provoqué la plupart des morts et de la destruction, les forces de Saleh et les milices houthis ont commis des atrocités à Taizz, Dalia, Aden et d'autres communautés qui se sont opposées à leur avancée. Pendant ce temps, Al Qaida a continué ses activités dans certaines régions, surtout dans le sud-est du pays.

À la fin mai, après 10 semaines de bombardements, les organisations humanitaires calculaient qu'il y avait 2 000 morts, des dizaines de milliers de blessés et un demi-million de personnes déplacées de leurs foyers. La destruction des aéroports yéménites et le blocage des ports, dont l'objectif était de prévenir l'arrivée de cargaisons d'armes ou de provisions provenant d'Iran, a provoqué une pénurie catastrophique de médicaments de base, de nourriture et de combustible. Entre-temps, les guerriers houthis ont lancé plusieurs roquettes contre l'Arabie saoudite et, fait inespéré et peut-être non lié à ces événements, l'auto-proclamé groupe État islamique en Irak et en Syrie s'est attribué un attentat suicide avec une bombe, à l'intérieur d'une mosquée chiite à l'est de l'Arabie saoudite.

Devant cette situation, quels sont les scénarios possibles dans un avenir proche ? Évidemment, le meilleur des cas serait que la diplomatie internationale réussisse à ce qu'une trêve soit signée. Malheureusement, fin mai, lorsque les houthis n'ont pas accepté la reddition inconditionnelle exigée par Hadi en tant que prélude au dialogue, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a annoncé l'ajournement des négociations de paix, qui devaient se tenir à Genève début juin.

Deuxième possibilité, plus probable : la coalition dirigée par l'Arabie saoudite poursuivra sa campagne, en ayant même recours à des troupes d'infanterie envoyées par l'Égypte, le Sénégal ou d'autres alliés du CCG. Dans ce cas-là, la probabilité d'un engagement beaucoup plus direct de l'Iran (ce que prétexte continuellement Riyad, mais qui ne s'est pas confirmé jusqu'à l'heure) augmentera.

En dernier lieu, au vu de la présence d'Al Qaida, des surprenantes opérations de l'EI loin de la Syrie et de l'Irak, et de l'effondrement absolu des derniers résidus d'une autorité de gouvernement national, les Yéménites commencent à craindre que leur pays ne sombre dans le même genre de destruction et de chaos insensé auquel on assiste en Syrie et en Irak. Il convient d'avoir en tête qu'aucun de ces scénarios ne dépend des politiques internes, et encore moins de la volonté des citoyens yéménites. Ce qui suggère qu'il est probable que ce soient des parties extérieures au Yémen qui déterminent les prochains résultats à venir dans le pays. ■